

Consommation et investissement des ménages

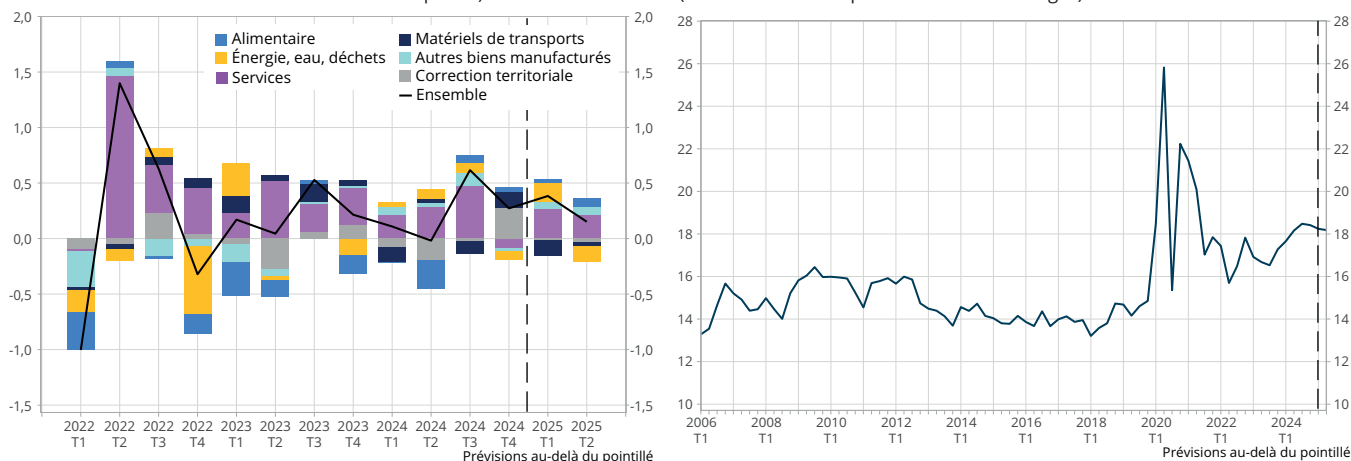
Au quatrième trimestre 2024, la consommation est demeurée relativement dynamique (+0,3 % après +0,6 % ; ► [figure 1](#)). La consommation en services est restée quasi stable (-0,1 % après +0,8 %), alors même que les achats en services de loisirs ont fortement diminué, par contrecoup de la vente des billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP), qui a été enregistrée à l'été en comptabilité nationale. À l'inverse, après avoir marqué le pas à l'été, probablement du fait d'effets d'éviction liés à la tenue des JOP, la consommation en hébergement-restauration et en services de transport a été dynamique à l'automne (respectivement +0,4 % et +0,9 %), notamment en transports aériens. La consommation de biens, quant à elle, a continué de se redresser, sur un rythme toutefois un peu moins élevé qu'au trimestre précédent (+0,2 % après +0,4 %). Les achats alimentaires, qui restent 6 points en dessous de leur niveau de 2019, ont poursuivi la remontée entamée à l'été, soutenus par la désinflation sur ces produits. Surtout, la consommation automobile a fortement rebondi (+2,9 % après -2,2 %), contribuant pour plus de 0,1 point à la hausse de l'ensemble de la consommation au quatrième trimestre. Si la baisse du bonus pour l'achat d'un véhicule électrique début décembre a pu tempérer les achats sur la toute fin de l'année, les ménages semblent avoir anticipé l'entrée en vigueur, en 2025, d'autres mesures pouvant relever les prix des véhicules (durcissement du « malus » et de la norme européenne CAFE sur les émissions des véhicules). Les achats d'automobiles restent cependant inférieurs à leur niveau de 2019 et les intentions d'achat de voiture ont globalement baissé au cours de l'année 2024 (► [éclairage](#) sur les intentions d'achat de véhicules). La consommation énergétique a, quant à elle, reculé : si l'automne a été plus froid que les deux années précédentes, il fait suite à un troisième trimestre relativement frais, notamment en septembre, où la consommation avait bondi. Au total, fin 2024, la consommation de gaz et d'électricité est restée quatre points en dessous de son niveau de 2019, alors qu'elle était six points en dessous fin 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la consommation a augmenté au même rythme qu'en 2023 (+0,9 %). La consommation de biens a moins reculé (-0,3 % après -1,6 %), principalement en raison du redémarrage de la consommation en biens d'équipements (+3,3 % après -2,1 %) et de la quasi-stabilisation de la consommation en gaz et en électricité (+0,5 %) après deux années de forte baisse. À l'inverse, les achats alimentaires ont continué de dévisser (-1,8 % après -3,5 %). Les dépenses dans l'habillement n'ont pas redémarré (-0,1 % après -2,4 %) : la consommation recule en particulier durant les soldes (► [éclairage](#) sur la consommation des ménages pendant les fêtes de fin d'année), dans un contexte plus général de baisse des achats dans l'habillement depuis la crise sanitaire. Les dépenses dans les services, de leur côté, ont ralenti (+2,0 % après +3,1 %), notamment dans les transports et l'hébergement-restauration, qui bénéficiaient encore, en 2023, de la dynamique de rattrapage post-crise sanitaire.

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions à la consommation des ménages (alimentation, énergie, etc.) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au quatrième trimestre 2024, la consommation des ménages a augmenté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. La consommation en matériels de transport a contribué à hauteur de +0,1 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'est élevé, au quatrième trimestre 2024, à 18,4 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

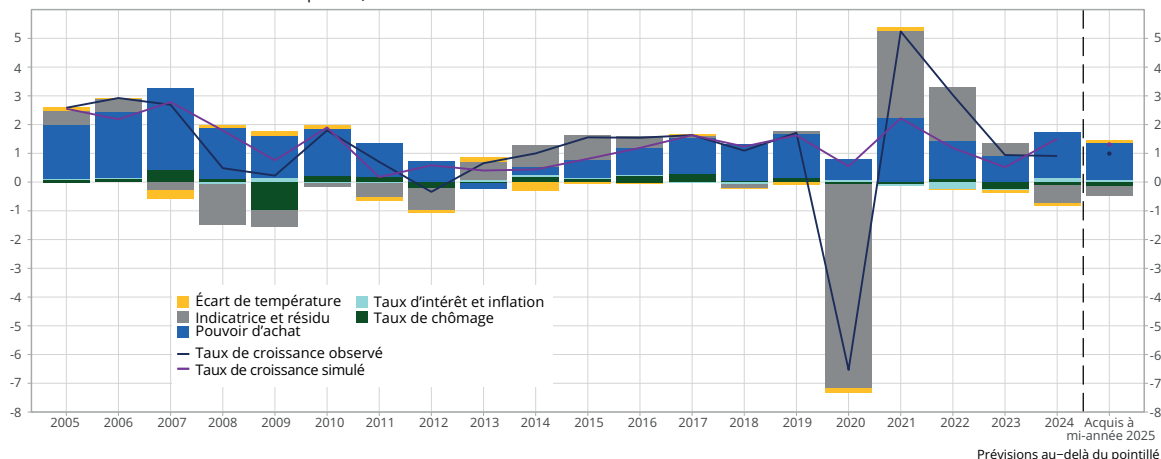
Au premier semestre 2025, la consommation des ménages serait globalement allante (+0,4 % puis +0,2 %). Les gains de pouvoir d'achat engrangés fin 2024, du fait de la baisse de l'impôt sur le revenu, alimenteraient avec retard la consommation en 2025. La hausse des dépenses resterait toutefois un peu inférieure au rythme attendu compte tenu de ses déterminants (► [figure 2](#) et ► [éclairage](#) sur la consommation des ménages depuis la crise de 2008 de la *Note de conjoncture* de juin 2012), et le taux d'épargne se maintiendrait nettement au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire (► [éclairage](#) sur les taux d'épargne des ménages européens de la *Note de conjoncture* de décembre 2024). En effet, dans les enquêtes de conjoncture, les ménages restent très nombreux à estimer que la période est propice à l'épargne. L'acquis de croissance de la consommation à mi-2025 s'élèverait ainsi à +1,0 % (► [figure 3](#)), à peine plus que le pouvoir d'achat (+0,9 %), et le taux d'épargne, qui a atteint 18,4 % fin 2024, baisserait seulement un peu à 18,2 % au printemps.

Du côté des biens, la consommation serait atone au premier semestre 2025. Au premier trimestre, en particulier, la consommation de biens serait entravée par le reflux des achats de matériels de transport (automobiles et motocyclettes, ► [figure 4](#)), en contrecoup de la hausse de fin 2024. Le profil trimestriel serait également marqué par celui des dépenses en gaz et électricité : elles se redresseraient au premier trimestre sous l'effet de températures rigoureuses (+2,5 %) puis retrouveraient au printemps un niveau proche de celui de l'automne. La consommation alimentaire continuerait de remonter la pente : elle ne progresserait toutefois que de 0,2 % au premier trimestre, amoindrie par la baisse des ventes de tabac en réaction à la hausse de prix de janvier, puis elle retrouverait plus d'allant au printemps (+0,5 %). Enfin, la consommation de produits pétroliers augmenterait au premier trimestre (+1,0 %) du fait d'importants achats de fioul, puis recommencerait à diminuer au printemps (-0,5 %), dans le sillage de la baisse tendancielle des achats de carburant. La consommation de services conserverait quant à elle un rythme allant, proche de son tendanciel (+0,5 % puis +0,4 %). La consommation en services de transports serait dynamique en début d'année (+1,0 %), portée par les achats de billets de train et d'avion, puis elle marquerait le pas au deuxième trimestre (+0,1 %), en raison de l'entrée en vigueur de la hausse de la taxe de solidarité sur les billets d'avion au 1^{er} mars (► [éclairage](#) sur les effets de la consolidation budgétaire 2025 sur la croissance). Ses effets ne se feraient toutefois pleinement sentir qu'au second semestre, étant donnés les délais de réservation dans le secteur. Par ailleurs, la consommation en hébergement-restauration et en information-communication conserverait un rythme relativement soutenu.

L'investissement des ménages n'a que légèrement reculé au quatrième trimestre 2024 (-0,3 % après -0,6 % ; ► [figure 5](#)), après deux ans et demi de baisse marquée. L'investissement des ménages en construction a continué de se détériorer franchement (-1,7 %) : sur l'ensemble de l'année 2024, il a encore plongé (-6,7 %), alors même que l'année 2023 était déjà dégradée par rapport à 2022 (-5,3 %). Quant à l'investissement des ménages en services, qui reflète les transactions immobilières dans l'ancien (frais d'agence et de notaire), il a lui aussi chuté en 2024, mais moins fortement que l'année précédente (-3,6 % après -17,1 %). Il a toutefois rebondi au quatrième trimestre (+4,7 après +0,5 %), traduisant le frémissement du marché immobilier permis par les baisses de taux d'intérêt. Au premier semestre 2025, l'investissement des ménages ne pèserait presque plus sur la croissance (-0,3 % puis 0,0 % au premier et au deuxième trimestres) : les mises en chantier de logements neufs se stabilisent, les perspectives d'activité dans l'entretien-amélioration s'améliorent (► [figure 6](#)) et les transactions immobilières poursuivraient leur rebond (+0,5 % par trimestre). ●

► 2. Variation annuelle de la consommation et contributions des variables explicatives

(variations annuelles en % et contributions en points)



Dernier point : 2025.

Note : pour l'année 2025, les points affichés correspondent aux acquis annuels (respectivement simulé et prévu). La croissance simulée résulte d'un modèle à correction d'erreur, dont les variables explicatives sont similaires à celles du modèle présenté dans la *Note de conjoncture* de juin 2012.

Lecture : en 2005, la consommation a crû de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Le pouvoir d'achat a contribué pour +1,9 point à cette hausse selon la modélisation retenue.

Source : Insee.

► 3. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue
(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Ensemble des biens	44 %	0,0	-0,5	0,5	-0,5	-0,1	-0,2	0,4	0,2	0,3	-0,1	-1,6	-0,3	0,5
Biens alimentaires	17 %	-1,8	-1,0	0,3	-1,0	0,0	-1,6	0,5	0,3	0,2	0,5	-3,5	-1,8	0,6
Produits agricoles	3 %	-0,7	1,4	-0,3	-1,1	0,0	-1,7	-0,6	0,0	0,6	0,6	-2,6	-2,2	0,3
Produits agro-alimentaires	14 %	-2,0	-1,4	0,4	-1,0	0,1	-1,6	0,6	0,3	0,2	0,5	-3,6	-1,7	0,7
Cokéfaction et raffinage	4 %	-0,6	-1,7	-0,3	-1,2	0,8	0,6	-0,2	-0,9	1,0	-0,5	-2,2	-0,6	0,0
Autres biens manufacturés	19 %	-0,1	0,0	0,9	0,4	-0,3	0,4	0,0	0,6	-0,5	0,2	0,4	0,9	0,2
Biens d'équipement	3 %	-0,8	-1,5	2,2	0,3	1,4	0,6	0,5	0,7	0,5	0,9	-2,1	3,3	2,1
Matériels de transport	5 %	3,0	1,0	3,1	1,2	-2,5	0,8	-2,2	2,9	-2,9	-0,7	7,8	0,3	-2,2
Autres produits industriels	11 %	-1,2	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1	0,9	-0,4	0,4	0,4	-2,1	0,6	0,9
Énergie, eau, déchets	5 %	8,7	0,8	0,3	-2,2	0,1	1,3	2,0	-0,8	2,5	-2,5	-2,4	0,5	1,3
Ensemble des services	57 %	0,4	0,9	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	-0,1	0,5	0,4	3,1	2,0	1,2
Construction	2 %	0,6	0,1	-0,1	0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,1	0,0	0,0	0,2	-0,6	-0,3
Commerce (2)	0 %	-0,6	-0,4	-0,9	0,3	-2,3	0,5	-1,0	-1,7	-0,4	-0,2	0,8	-3,0	-2,1
Services marchands hors commerce	46 %	0,4	1,0	0,4	0,5	0,5	0,5	0,9	-0,2	0,5	0,3	3,2	2,1	1,2
Transport	3 %	0,0	2,6	0,3	1,9	0,5	0,4	-0,5	0,9	1,0	0,1	6,6	3,0	1,6
Hébergement-restauration	9 %	-0,3	2,5	0,0	-0,5	0,5	0,8	0,1	0,4	0,5	0,5	5,5	1,5	1,4
Information-communication	4 %	1,9	0,9	2,2	1,7	1,5	0,8	1,3	1,0	0,5	0,5	5,7	5,7	2,5
Services financiers	8 %	0,3	0,4	0,4	0,5	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	1,7	1,5	1,1
Services immobiliers	19 %	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	1,4	1,3	1,1
Services aux entreprises	3 %	0,4	1,4	0,7	1,7	0,4	-1,2	1,8	0,3	0,1	0,1	4,7	2,4	1,0
Services aux ménages	4 %	0,9	1,0	-0,3	0,1	1,0	1,2	7,2	-6,1	0,4	0,4	3,6	4,1	-0,3
Services non marchands	5 %	0,9	0,4	1,0	1,8	-0,1	1,2	0,3	0,1	0,8	0,8	3,3	3,0	2,0
Consommation totale sur le territoire	101 %	0,2	0,3	0,5	0,1	0,2	0,2	0,6	0,0	0,4	0,2	1,0	1,0	0,9
Correction territoriale	-1 %	6,3	33,7	-5,8	-11,5	8,9	20,2	1,8	-23,5	1,0	3,1	6,3	12,3	-9,5
Importations de services touristiques		1,8	-3,6	3,3	3,9	2,1	-2,8	0,4	5,5	1,0	0,5	10,4	5,2	4,5
Exportations de services touristiques		2,6	3,4	1,1	0,4	3,4	2,0	0,8	-1,7	1,0	1,0	9,5	6,7	1,3
Consommation totale des résidents	100 %	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,0	0,6	0,3	0,4	0,2	0,9	0,9	1,0

■ Prévisions.

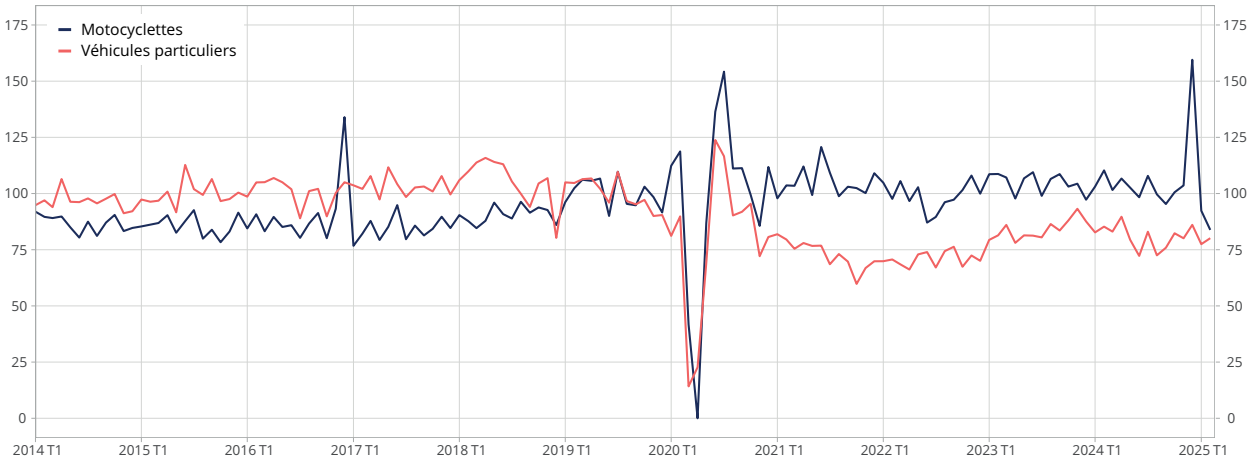
(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2023.

(2) Ce poste correspond aux achats et réparation d'automobiles et de motocycles. Les dépenses dans le commerce de détail hors automobiles et motocycles sont affectées aux produits correspondants.

Lecture : au quatrième trimestre 2024, la consommation des ménages en biens alimentaires a augmenté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

► 4. Immatriculations mensuelles
(en base 100 en 2019, données corrigées des variations saisonnières)



Dernier point : février 2025.

Lecture : en février 2025, le nombre d'immatriculations de motocyclettes était 16 points en dessous de son niveau moyen de 2019.

Source : Sdes, calculs Insee.

► 5. Consommation, pouvoir d'achat, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2023				2024				2025		2023*	2024*	2025* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation : <i>variations trimestrielles</i>	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,0	0,6	0,3	0,4	0,2	0,9	0,9	1,0
Pouvoir d'achat : <i>variations trimestrielles</i>	-0,9	-0,3	0,3	1,1	0,6	0,6	1,0	0,2	0,1	0,1	0,9	2,5	0,9
Taux d'épargne : <i>en % du revenu disponible brut</i>	16,9	16,7	16,5	17,3	17,7	18,2	18,5	18,4	18,2	18,2	16,9	18,2	18,2
Investissement : <i>variations trimestrielles</i>	-3,0	-1,4	-2,3	-1,8	-2,2	-0,9	-0,6	-0,3	-0,3	0,0	-8,2	-6,0	-1,1

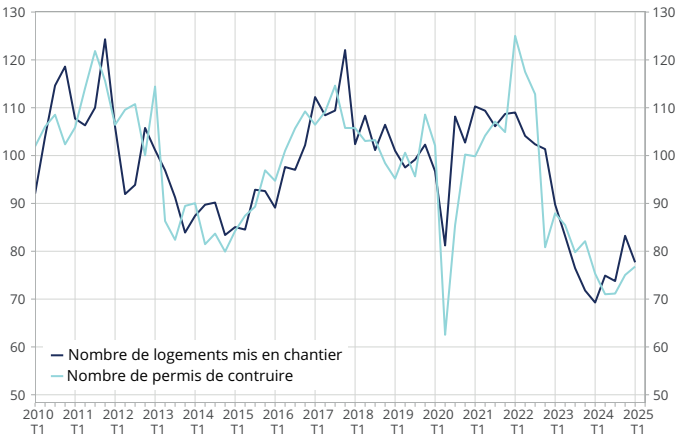
■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 6a. Nombre de logements mis en chantier et de permis de construire

(en base 100 en 2019, CVS)



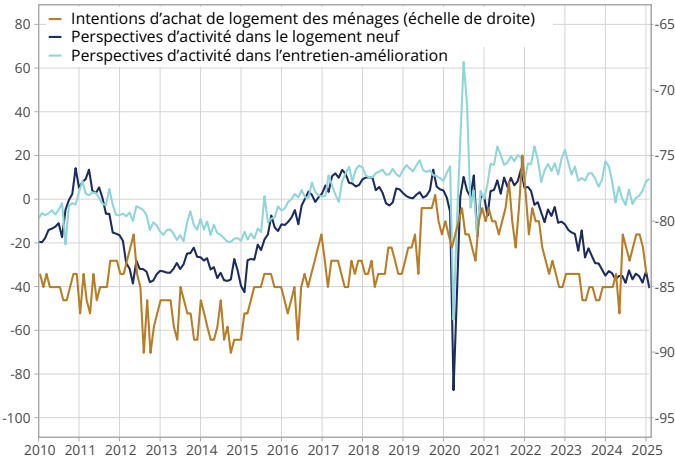
Note : le point du premier trimestre 2025 correspond à l'acquis à l'issue du mois de janvier 2025.

Lecture : au quatrième trimestre 2024, le nombre de permis de construire délivrés était 25 points en dessous de son niveau moyen de 2019.

Source : Sdes.

► 6b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction (entreprises) et sur les intentions d'achat de logement (ménages)

(soldes d'opinion en %, CVS)



Dernier point : février 2025.

Lecture : en février 2025, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -41 %.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.